

GUERRE DE CLASSE EN INDOCHINE COMME EN ESPAGNE EN 1936

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 388

JEUDI 22 AVRIL 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10^e)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.
6 MOIS : 500 fr.
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.
6 MOIS : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
20 francs et la dernière bande

Après l'aviation
l'infanterie américaine
ASSASSINERA-T-ELLE
le
prolétariat indochinois?

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Le maquignon Laniel camouflera-t-il
longtemps le désarroi de la bourgeoisie ?

La crise sera-t-elle longtemps évitée ? Il faut rappeler que lors de la constitution du gouvernement Laniel, le Libéraire désignait comme un gouvernement de transition dont le rôle était, sous une politique orientée de plus en plus vers le fascisme, de camoufler le plus longtemps possible la crise profonde qui agite la bourgeoisie française. Nous ne nous étions pas trompés. L'évolution vers un régime dictatorial s'est accentuée, la crise politique, expression de la crise du régime capitaliste dans le cadre de la France, se manifeste ouvertement par périodes. Laniel se trouve embarrassé cette fois sur le problème de la C.E.D. Que va-t-il se passer ?

D'une part, les gaullistes U.R.A.S. et A.R.S. sont contraints de manifester énergiquement leur opposition à la C.E.D.

D'autre part, toutes les fractions de la bourgeoisie hésitent devant le déclenchement d'une crise gouvernementale dont l'issue peut être inquiétante.

Plus que l'habileté de Laniel, c'est cette hésitation — cette peur, dirions-nous — qui a jusqu'ici permis de faire reculer la crise, qui a permis à Laniel de faire accepter un compromis par les anti-C.E.D.

Laniel, sans doute, pourra essayer de prolonger l'existence du cabinet en retardant la conclusion de l'accord sur la Sarre par exemple et en évitant ainsi le plus longtemps possible le débat sur la C.E.D. Mais cette tactique est-elle aussi la reconnaissance du désarroi de la bourgeoisie française qui ne se résout pas à choisir.

Toutefois les difficultés s'amoncellent, la crise ne peut être que retardée, non surmontée. Et c'est alors

que la bourgeoisie, pour avoir refusé de choisir, se trouvera devant un choix imposé : avec ou sans C.E.D. Ce sera un régime de force. On sait très bien d'ailleurs, depuis les dernières déclarations de Juin, que les oppositions à la C.E.D. sont plus de forme que de fond. Le vrai problème n'est pas celui du choix entre telle ou telle forme du réarmement allemand ou de traité européen contre l'U.R.S.S. Le vrai problème est celui du passage au fascisme avoué, au pouvoir dictatorial qui peut résoudre pour un temps les difficultés du capitalisme... en supprimant par la force l'expression des mécontentements ou les mécontentements eux-mêmes. C'est ce devant quoi les fractions politiques de la bourgeoisie hésitent tout en le désirant. Et c'est là le danger.

La situation est donc révolutionnaire — puisqu'elle exprime l'impuissance et le manque de courage d'une bourgeoisie décadente — mais en même temps réactionnaire dans la mesure où le désarmement moral de la classe ouvrière, poursuivi par les partis dits « ouvriers », laisse ses chances au fascisme.

Notre rôle est tracé : réarmer le prolétariat, lui faire prendre conscience de sa force, lui ouvrir les perspectives d'une solution révolutionnaire. Et cela, dans les actions les plus quotidiennes comme dans les grèves les plus importantes.

Devant un prolétariat résolu, il n'y aurait pas de danger fasciste, les crises gouvernementales ne seraient plus que de simples querelles de boutiques auxquelles nous n'aurions pas à attacher d'importance.

LIB

LA LIBÉRATION DES ÉCHANGES Hantise du capitalisme décadent

Après d'âpres discussions le gouvernement vient de libérer 53 % des échanges. Une lutte serrée s'est engagée entre Laniel et Faure. Ce dernier était partisan du libération à 75 %, mais Laniel s'est élevé avec véhémence contre cette prétention, en grand défenseur des hoberaux.

Ce pays est l'avant-dernier, comme membre de l'O.E.C.E. — la Turquie vivant toujours sous le régime des autorisations d'importations — à n'avoir pas libéré les échanges. L'Italie vient en tête avec 99 %, suivie des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède, de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la Suède.

La peur extrême du capitalisme français réside en ce qu'il craint un afflux massif de produits étrangers, achetés par les commerçants français à des prix inférieurs aux prix français à la production.

Les partisans ou non partisans de la libération des échanges se retrouvent cependant sur un terrain commun, et leurs conseils économiques et financiers leur suggèrent que la seule issue pour voir les prix baisser, dépend de la productivité accrue et de la baisse des frais généraux.

On demande encore aux ouvriers d'accroître la productivité et la baisse des frais généraux dans lesquels sont compris les salaires, c'est-à-dire travailler plus pour un moindre salaire. Le capitalisme entend conserver toutes ses prérogatives, ses bénéfices appréciables aux seuls dépens de la classe ouvrière.

Les travailleurs sauront défendre leurs salaires et surtout les améliorer et poursuivront leur action pour la disparition du régime d'exploitation.

DINAN.

APRÈS LES ÉLECTIONS BELGES

Poussée à gauche

Les résultats des élections belges sont significatifs pour la perte de vitesse du parti social chrétien. Ce dernier n'a pas obtenu la majorité absolue au Sénat et à la Chambre des Députés qu'il détenait depuis 1950.

Ces élections démontrent une progression sensible des libéraux tirillés entre la droite et l'aile droite de la gauche.

La nette poussée à gauche se traduit par une avance de 10 % environ des voix obtenues par le parti socialiste belge, aux dépens du parti social chrétien et du parti communiste belge qui devient de plus en plus embryonnaire.

Les amis du parti social chrétien accusent le coup de la défaite par l'usure de ce parti au pouvoir, c'est-à-dire que les électeurs aiment le changement. Il y a dans cela une part de vérité mais il n'y a pas que cela. L'histoire royale à jouer et l'attitude très équivoque du P.S.C. à mécontenté beaucoup de ses électeurs. Si la C.E.D., si la révision de la Constitution ont pu contribuer à un déplacement de voix, le fait le plus probable, dont la grande presse en France, s'est bien gardée de le préciser, a été la question du service militaire. Le Parti Social Chrétien a signé sa défaite le jour où il fit porter la durée du service militaire de 18 à 21 mois, ainsi que la subvention qu'il accorda aux écoles religieuses.

Il y a des faits que personne ne veut se remémorer, tant ils les ont effrayés. Les faits, est préférable, car leur publicité nouvelle nuirait plus au pouvoir étatique. La révolte des enseignants en Belgique, la fraternisation des travailleurs, autant d'indices, peu sur pour la royauté et le capitalisme.

Donc, la génération nouvelle, les adolescents de la guerre et de l'occupation, viennent de signifier au pouvoir de demain qu'ils ne sont nullement enclins à vouloir remettre ça. En votant socialiste, ils ont donné congé à la droite, mais ils n'ont pas autant pour cela approuver bêtement les positions du P.S.B. Ils ont voté à gauche, avant de voter socialiste sauce nouvelle.

Certains penseront pourquoi n'ont-ils pas voté communiste, ce qui pourrait faire croire plus à gauche. En Belgique le communisme stalinien, n'a pas de prise sur les ouvriers. La collision de ce parti avec des éléments droitières et réalistes ne fait aucun doute, et les travailleurs belges et le peuple ont gardé le sens de la liberté, de la liberté dans l'organisation, de l'autodiscipline, qui sont aux antipodes de la dictature stalinienne.

De grands espoirs révolutionnaires sont permis en ce pays. La classe ouvrière ne dit jamais amen. Toujours en elle subsiste le ferment révolutionnaire qui permettra sa libération. Ces désirs profonds ne demandent qu'à être cristallisés et seule une organisation sociale révolutionnaire comme la F.C.L. en France est capable d'être le pôle attractif de la classe ouvrière belge en relation étroite avec l'organisation internationale.

DANVERS (Correspondant)

DOCUMENTATION SUR L'INTERVENTION DES U.S.A. EN INDOCHINE

28 JANVIER 1954

DECLARATIONS DE M. HAROLD STASSEN
LES ETATS-UNIS PAYENT 55 % DE LA GUERRE D'INDOCHINE

Devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, M. Harold Stassen, directeur de l'administration des opérations à l'étranger, a déclaré que les Etats-Unis assument 55 % des frais des opérations militaires en Indochine.

M. Chipfield, qui préside la Commission, a déclaré aux journalistes que M. Stassen a annoncé que l'Indochine vient nettement en tête des pays soutenus par l'administration des opérations à l'étranger et que la politique française de l'offensive bénéficie du soutien total de ce service.

5 JANVIER 1954

L'ENVOI DE TECHNICIENS AMERICAINS EN INDOCHINE

Dans un éditorial intitulé « Des techniciens pour l'Indochine » le « New York Times » écrit :

« Il n'y a aucune raison de s'alarmer ou de s'inquiéter du fait que la France ait demandé aux Etats-Unis des techniciens supplémentaires pour l'Indochine. Les raisons de cette initiative sont manifestes. Les Etats-Unis ont fourni un nombre considérable d'avions de fabrication américaine aux forces de l'Union française en Indochine et ces appareils ont une importance vitale dans une guerre où le meilleur atout des forces de l'Union française est la mobilité. Il est normal que de tels avions soient entretenus par des techniciens américains du fait que les Américains les connaissent et peuvent par conséquent faire un travail meilleur et plus rapide.

Il existe également de bonnes raisons morales pour accroître notre aide de toutes les manières que nous pouvons. NOUS AVONS FAIT UNE PRESSION CONSIDÉRABLE SUR LES FRANÇAIS POUR QU'ILS MAINTIENNENT LEUR RESISTANCE CONTRE LES COMMUNISTES EN INDOCHINE PLUTOT QUE DE NEGOCIER AVEC EUX. Si nous demandons aux Français de tenir fermement, le moins que nous puissions faire est de leur donner une aide qui est certainement de notre compétence. Une assistance financière a été donnée, doit être et sera sans aucun doute poursuivie. L'aide technique du genre de celle qui nous a été demandée est une extension logique de notre aide dans un secteur où elle est nécessaire. »

La lutte du peuple Indochinois prend de plus en plus son véritable aspect de guerre de classe. Le grand manager du capitalisme mondial les U.S.A., intervient d'une manière plus importante que jamais dans la participation à la lutte armée, indirectement aujourd'hui, directement demain par la collaboration ouverte des troupes U.S. sur le terrain des opérations militaires.

Financier de la guerre d'Indochine à plus de 55 %, comme le souligne Harold Stassen, dont on lira la déclaration ci-dessus, les représentants du capitalisme U.S., détiennent la majorité des actions dans la guerre d'Indochine, actions dont la cote est fonction de l'écrasement plus ou moins effectif du peuple Indochinois. Mais voici la déclaration qui indique bien l'importance qu'accorde

les U.S.A. à cette lutte impériale :

Il est de toute évidence, qu'en prenant une part aussi importante au financement de cet enjeu, dont dépend le maintien de la suprématie du capitalisme en Asie et la défense de bases stratégiques, les représentants U.S. entendent diriger l'affaire, comme bon leur semble, et jouer la carte de la guerre généralisée, si cela se révèle nécessaire pour ne pas effectuer un nouveau recul en Extrême-Orient et perdre par là-même les débouchés économiques qu'ils entendent bien reconquérir un jour, après avoir liquidé la résistance du peuple indochinois.

Et c'est pourquoi, tout en rassurant l'opinion américaine qui s'inquiète parfois, opinion d'une presse dont les inquiétudes sont d'ailleurs guidées par des motifs

d'intérêts sordides (toute la presse américaine étant entre les mains des groupes financiers), cette même presse dicte ses ordres à la bourgeoisie française des Laniel et Cie. Témoin cet éditorial du New-York Times, ci-contre.

Ainsi les jeux sont faits, la bourgeoisie française ne négociera pas en Indochine, et toutes les déclarations des bourgeois libéraux, tels les Mendès-France, Mitterrand, ou autres, ne changeront rien à l'histoire. Les Etats-Unis ne manquent pas d'ailleurs de rappeler assez souvent à notre bourgeoisie que le capitalisme libéral est d'une autre époque, et que le capitalisme français, dont les groupes financiers sont le pivot, ne sont que la succursale du capitalisme mondial, dont le siège est à New-York. Et c'est bien ce qui autorise les hommes politiques et militaires américains à proclamer bien haut ce qu'ils feront éventuellement en Indochine, et à dicter au gouvernement Laniel, ce qu'il doit faire présentement.

L'amiral Radford déclare bien que si Dien-Bien-Phu tombait, la guerre n'est pas perdue pour cela, mais il a soin d'ajouter que du point de vue militaire, des armes atomiques pourraient être employées en Indochine, et s'il déclare également qu'il n'existe pas de plan prévoyant l'envoi d'unités combattantes américaines, il souligne aussi qu'une division complète est disponible en Corée. Mais la déclaration la plus révélatrice revient à M. Richard Nixon, vice-président des Etats-Unis : s'il n'y a pas d'autres moyens d'éviter une nouvelle retraite en Asie, nous devons prendre le risque d'envoyer de jeunes américains en Indochine, même si cette mesure était impopulaire.

Pendant ce temps, la Conférence de Genève approche. Nous n'avons cessé de répéter dans notre Libéraire, toute l'hypocrisie que représenterait ces conférences, destinées à des fins de propagande pour l'opinion publique. Conférences dont sont exclus les intérêts véritables des peuples, et où s'affrontent verbalement avec menaces et chantages les représentants des impérialismes en présence. C'est une nouvelle démonstration, s'il en fallait encore de ce que représentent les dirigeants de l'U.R.S.S. à ces conférences en regard des intérêts des

R. CARON.

(Suite page 2, col. 1.)

DIPLOMATIE ATOMIQUE :

Une arme terrifiante mise au point par le Docteur Goebbels
au cours du dernier conflit :

“LA GUERRE DES NERFS”

vient de recevoir des perfectionnements nouveaux

Autrefois, les sauvages poussaient des hurlements avant le combat, dans le but d'effrayer l'ennemi. Il convenait d'adapter ces méthodes primitives à la guerre totale moderne.

Le premier objectif est de familiariser les populations intéressées avec l'idée d'une guerre éventuelle. Il ne faut pas brusquer les choses : on commencera par parler de paix. On se plaira même à rendre hommage à la bonne volonté du partenaire. C'est le

stade des déclarations officielles et des conférences internationales. « Les pays capitalistes et les pays communistes peuvent coexister en paix », affirment-ils solennellement de chaque côté. Mais des difficultés ne tarderont pas à surgir ; elles permettront de dénoncer la mauvaise foi de l'autre partie :

« Nous ne nous laisserons pas intimider ! »

Menaces, chantage...

Il s'agit pour les dirigeants de chacun des blocs antagonistes de persuader ses sujets que l'on a épuisé toutes les ressources de la diplomatie pour la sauvegarde de la paix et que l'intransigence de l'adversaire rend indispensables les mesures de protection « Notre fermeté, d'ailleurs, fera reculer l'ennemi devant l'irréparable ». « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». « Ce serait un coup terrible pour la défense du monde libre d'empêcher les Américains de construire ces armes fantastiques qui, par leur cruauté même, peuvent empêcher la troisième guerre mondiale ». (Churchill, 30 mars.)

Après cela, il suffisait de quelques provocations : un assassinat, un accident de frontière, pour mettre en branle « le cœur serré » et « dans un bel élan de générosité », la croisade contre la barbarie menaçant le monde libre ». Cette barbarie cause de tous nos maux ! Cette barbarie qui, par ses méthodes de dumping et de concurrence déloyale, est cause du marasme commercial et des bas salaires !

Il suffisait, car cela ne suffit plus ! Le prolétaire-soldat, fort d'une expérience historique chèrement payée, ne se laisse

plus si facilement prendre aux pièges grossiers de la propagande. Le prolétaire sent que son intérêt n'est pas de servir le front dans lequel il se trouve bien malgré lui embourbé, mais de lutter simultanément contre les dirigeants et profiteurs de deux fronts impérialistes en présence, solidaire dans ce combat sur le Troisième Front de la lutte antiimpérialiste, de son camarade soi-disant ennemi, le prolétaire d'en face. Instruit par les militants révolutionnaires, le prolétaire connaît les véritables raisons de la guerre, il

Jean LOUIS.

(Suite page 2, col. 4.)

Un ami fidèle
s'abonne...



Abonnez-vous !
1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 500 fr.
C.G.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

Le fascisme aux U.S.A. broie ses propres électeurs

La police américaine (F.B.I.), ses roquets enragés, les mac-carthystes, le bourreau Eisenhower abattent de la besogne. Le lynchage des noirs légalisé, les Rosenberg abattus, leurs enfants Michaël et Robby pourchassés par l'ogre de la Maison Blanche, la chasse aux sorcières se poursuit avec plus de recherche, de soin, d'hystérie.

Le « père de la bombe atomi-

que », Oppenheimer accusé de « dé-viationisme », est relevé de ses fonctions du centre nucléaire de Los Alamos pour raison de sécurité ! L'accusation repose sur son opposition au projet de construction de la bombe à hydrogène en 1945, et sur d'ex-sympathies subversives, et communistes. Oppenheimer est le type même de l'individualisme et de l'intellectuel du monde capitaliste : ne vivant que

pour la science et la littérature, il confesse lui-même n'avoir appris le krach de Wall Street que plusieurs mois après l'événement. Il ne sort de sa tour d'ivoire quand il apprend les persécutions des Juifs en Allemagne, la Révolution espagnole lui apprennent l'existence du monde.

Une femme lancée dans la politique, avec laquelle il se lie, le jette pour un temps dans l'action dans la vie : collecte en faveur des républicains espagnols et de grévistes ; surtout des organisations et groupes dits « de gauche » ; cependant n'appartient pas au Parti communiste. La déception du pacte germano-russe — alliant le nazisme avec le « socialisme » — la guerre mondiale le rejette, le repousse dans son isolement.

Aujourd'hui Oppenheimer est mis au ban des accusés par ceux-là qu'il a servis avec ferveur.

1^o Le Dr Oppenheimer a eu de fréquentes relations avec des communistes au début de la guerre. Il a été amoureux d'une communiste et a épousé une ex-communiste. Il a généreusement contribué à des fonds communistes de 1940 jusqu'en avril 1942 ;

2^o Il a engagé des communistes ou des ex-communistes à Los Alamos ;

3^o Il a fait des dépositions contradictoires au F.B.I. au sujet de sa participation à des meetings communistes au début de la guerre ;

4^o Le Dr Oppenheimer a rejeté M. MICHEL.
(Suite page 2, col. 5.)

Vous lirez en page 3

1^{er} MAI DE LUTTE DE CLASSE
1^{er} MAI RÉVOLUTIONNAIRE

Les crimes du colonialisme

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE (IV)

Guillaume, "fils spirituel" de Juin arrive au pouvoir

On concevra peut-être qu'une attitude d'indigénophilie aussi marquée ne devait pas aller sans inquiéter sérieusement les tenants du colonialisme fidèle à l'ancienne formule et soucieux, à l'exclusion d'éléments sentimentaux, du maintien de l'autorité et du prestige de la minorité des conquérants. Mais ils devaient être bien vite rassurés par ses engagements proclamés par ailleurs de poursuivre une ligne de conduite énergique digne en tous points de celle de

son devancier. Et ce fut certainement davantage pour le louer que pour le blâmer si l'on alla dans la presse de langue française du pays jusqu'à le représenter comme un « véritable politique ». Cela démontre, s'il en était besoin comment, le connaissant bien, on ne se faisait pas d'illusions sur le bla-bla-bla de ses déclarations officielles. L'élève successeur et ami saurait se montrer digne en tous points du maître, prédécesseur et confident : on pouvait lui faire confiance.

Le massacre à Casablanca des 7 et 8 décembre 1952

Les événements n'allaient d'ailleurs pas tarder à démontrer combien toute cette prise d'avantage de position était verbiage démagogique de façade destiné à mieux capter la confiance de populations ignorantes et naïves.

Les difficultés rencontrées par l'ancien résident se présentèrent identiques lorsque revinrent sur le tapis la question du rajustement des relations franco-marocaines et celle toujours pendante de la mise en application des prétendues « réformes » que nous prétendions de plus en plus obstinément imposer unilatéralement. Le sultan, toujours intraitable, refusa de se départir de son attitude première.

Et nous voilà amenés à vérifier de nouveau la relation constante existant entre cause et effets.

Cette résistance opiniâtre allait avoir pour corollaire une reprise des menaces et tentatives de coercition à l'égard du souverain, ces dernières se trouvant encore aggravées par le prestige et l'autorité dont jouit notre

représentant actuel sur les populations berbères dont il parle les dialectes et organisa les troupes spéciales supplétives, ou goums, tandis que s'amplifiaient avec notre bénédiction les troubles manœuvres du pacha de Marrakech et que s'exaspéraient chez les populations arabes des grandes villes les sentiments de haine provoqués par nos agissements tortueux. Parallèlement, la température montait chez les fonctionnaires et colons français avec le désir d'en finir en frappant un grand coup.

Le résultat de ces divers états d'esprit conjugués se traduisit lors des manifestations des 7 et 8 décembre 1952 à Casablanca par des massacres honteux, inavoués : 37 morts du côté arabes et 4 européens suivant la thèse officielle alors que le bilan réel de la tuerie fut de 4 européens et de 1.200 indigènes (approximativement). Un rien comme on le voit. Inutile d'ajouter que nos auxiliaires les plus zélés au cours de cette boucherie pendant laquelle on tira dans le tas des cortèges de manifestants sans armes furent les troupes des goums berbères.

L'interdiction de l'istiqal

Le drame de Casablanca devait servir de préface à des mesures draconiennes prises à l'encontre des éléments de la population jugés responsables de la situation parce que refusant de se montrer servilement favorables à nos desseins de colonisation à outrance. Interdiction du parti nationaliste (hissé patriote) de l'istiqal

et des rares mouvements ouvriers existants. Eloignement de leurs dirigeants sans préjudice des poursuites intentées (les grands leaders sont de longue date interdits de séjour dans leur patrie). Suppression des organes et moyens de diffusion des idées jugées défavorables à notre cause. Expulsion manu militari immédiate des

Après avoir vu ce qui s'est passé au Maroc pendant que la France était occupée par les nazis, après avoir montré comment la terre africaine était devenue une terre de prédilection pour les algériens, nous avons analysé l'attitude du peuple marocain face au colonialisme.

Nous avons ensuite montré comme Juin était venu sauver les algériens, comment il s'était mis à la tête du complot contre le sultan en mettant en application la vieille formule : « Diviser pour régner » et comment il avait fait nommer à sa succession le général Guillaume.

Aujourd'hui le même Juin s'oppose à la C.E.D. et de nouveau Guillaume va le remplacer au commandement « Centre-Europe ».

Nous connaissons Juin trop opportuniste pour attacher quelque importance à son attitude présente comme à l'air de le faire une partie de la « bourgeoisie progressiste » de ce pays. Il fut, il restera un des ennemis de la classe ouvrière, un soutien de la bourgeoisie : cela il ne faut pas l'oublier. La lutte contre la C.E.D. passe par la lutte du prolétariat contre le capitalisme. Sinon elle est faussée.

Franco voudrait bien étendre son pouvoir sur le Maroc, l'affaire de Tétouan est significative à ce sujet ! Mais le peuple marocain n'est pas assez fou pour échanger son cheval borgne contre un aveugle.

Michel MALLA.

Voir le début de cette étude dans les nos 384, 385, 387 de notre journal.

Français ayant témoigné d'une sympathie, parfois très mitigée et généralement honnête, aux revendications marocaines. Tout cela appliqué par l'omnipotence résidentielle et à la faveur de l'état de siège sans cesse renforcé.

Cette purge radicale des grands centres allait trouver un prolongement dans les petites villes et le bled par la destitution selon les mêmes principes arbitraires, c'est-à-dire par

le bon plaisir exclusif du résident, de tous les caïds, pachas, khalifats ou autres fonctionnaires marocains réputés favorables aux idées d'indépendance ou simplement jugés tièdes pour notre cause et par leur remplacement par des créatures dévouées à nos volontés. Le tout, en violation flagrante avec les principes du protectorat qui réservent l'initiative et la décision de telles mutations au sultan, seul maître en matière d'administration indigène.

Les crimes du colonialisme

Restait le sultan toujours impavide, car il n'a pas bronché et fort de son bon droit, il n'a pas cédé non plus.

Alors, les manœuvres vont aller en s'amplifiant. On assiste à une véritable répétition générale, à une sorte d'exercice de mobilisation des forces de guerre civile quand notre résident et son prédécesseur passent en revue plus de cent mille berbères réunis à Ifrane à l'occasion d'un voyage de l'ancien proconsul dans son ex-satrapie tant regrettée.

La savante, l'astucieuse intrigue conçue et mise au point par le général Juin (promu depuis Maréchal de France et académicien en récompense sans doute de son bon conformisme) puis entretenue et perfectionnée par son successeur le général Guillaume à qui les plus grands espoirs sont maintenant permis, arrive à son dénouement.

La collusion des deux chefs est d'ailleurs notoire. Si le résident en titre détient les moyens d'exécution sur place, il est indubitable que son

prédécesseur a conservé l'initiative des opérations, inspire, supervise et dirige tout de Paris. A chacun de ses voyages dans la capitale, le général Guillaume rend visite à son ami, le maréchal Juin, pour l'entretenir vraisemblablement de l'évolution de la situation et recevoir ses conseils et directives. Ce dernier n'avait-il pas fait, au temps de son proconsulat, une affaire personnelle de la mise au pas du sultan considéré comme un rebelle, un ennemi individuel à abattre, et l'on sait combien il a la rancune tenace.

Mais le gouvernement français me direz-vous ? Que faisait-il durant ce temps-là ? Car il avait tout de même, du moins, il semble, son mot à dire en tant que suprême arbitre, gardien et responsable au plus haut échelon des traditions et intérêts de la nation. Eh bien, notre gouvernement sans dignité et sans autorité à son habitude ne faisait rien ou laissait faire. Si l'on ne veut pas croire que sa non-intervention était motivée par l'indifférence ou la vulerie à moins, hypothèse fort plausible qu'il fut secrètement de connivence avec les deux compères on pourra toujours invoquer pour sa décharge l'excuse toute spéculative en vérité d'une méconnaissance totale de la situation dans le protectorat en faisant ressortir dans quelles conditions il fut informé « in-extremis » du déroulement dramatique des événements par un message, un appel, un S.O.S. plutôt, confié subrepticement par le sultan à un parlementaire français en voyage dans ses états pour être remis au Président de notre République. Or, tenant compte du fait que ce document aurait dû être normalement transmis par l'intermédiaire de notre Résidence Générale, on se rend compte de l'étendue

savante de la conspiration et de l'ampleur du machiavélique réseau de silence et d'isolement tendu par cette araignée tenace autour de sa proie afin de mieux empêcher tout recours intérieur ou extérieur. On se rend compte de l'état d'impuissance auquel se trouvait réduit le monarque confiné déjà dans son palais dans le rôle précédent la réalité d'otage, de prisonnier d'Etat qui lui était dévolu d'avance par ses ennemis acharnés.

Mais pour en revenir à la passivité apparente de nos dirigeants politiques

métropolitains afin de tenter de l'expliquer, il apparaît infiniment plus probable qu'ils s'en tinrent, en l'occurrence, au vieux et commode principe d'action coloniale mis à l'honneur par nos amis et émules d'outre-Manche et qui consiste à laisser entière liberté d'action aux représentants officiels de la métropole outre-mer, quitte à les désavouer par la suite s'ils échouent et à les honorer et récompenser en cas de réussite. Méthode vérifiée récemment avec de Hauteclouque en Tunisie.

La pétition des notables

Comme s'il s'agissait d'un scénario bien réglé, on assiste maintenant au déroulement méthodique des opérations. Ce sera tout d'abord la présentation à Paris, par les soins de notre résident, d'une pétition organisée à la diligence du pacha de Marrakech et portant les signatures de 270 notabilités marocaines : pachas, caïds, khalifats, etc... (parmi lesquels en majorité sans doute, ceux nommés aussi opportunément par notre représentant après les événements de décembre 1952). Ce placet réclame la déposition du sultan en raison de je ne sais quel prétexte invoqué de non-conformisme religieux, démenti d'ailleurs, est-il besoin de le dire, par l'attachement plein de déférence respectueuse témoigné sans cesse par les musulmans à l'égard de leur chef religieux. Mais nos conjurés malins savent que la qualité de descendant du prophète et de chef des croyants

de leur future victime risque de constituer une pierre d'achoppement inébranlable, un obstacle insurmontable pour la réalisation de leurs desseins. Aussi, c'est sur le terrain de la foi qu'ils vont s'efforcer de l'atteindre, de saper son prestige et son pouvoir et c'est à cet effet qu'ils se sont assurés le concours d'un chef de confrérie religieuse aussi considérable que dépourvu de scrupules : le chérif Kitani, ami personnel par ailleurs de longue date du pacha de Marrakech.

Donc, cette pétition sera présentée benoîtement aux responsables de Paris comme une pièce sans grande importance mais révélatrice toutefois de l'état d'esprit du pays par le général Guillaume à l'occasion de l'une de ses visites et l'on n'en parlera plus.

Le chantage assorti au complot aurait-il échoué ?

(A suivre.)

OPPENHEIMER

(Suite de la première page)

la proposition que lui a faite une personne qui se disait communiste de transmettre des informations scientifiques, à l'U.R.S.S., et il lui a déclaré qu'un tel acte serait une « trahison », mais pendant plusieurs mois il n'a pas rapporté cet incident aux services de sécurité ;

5° Il a pris fortement position contre le développement de la bombe à hydrogène en 1949, quand il était président du comité des conseillers de la Commission de l'énergie atomique. Il a continué à mener campagne contre ce projet, même après la décision du président Truman ordonnant à la Commission de procéder aux recherches sur le développement de la bombe H.

L'amour de la science, Monsieur Oppenheimer, vous a fait « oublier », réléguer au diable votre conscience pendant de longues années. Les deux bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima, ses centaines de milliers de victimes carbonisées, n'ont pas posé de problème à votre « cerveau » de savant (?). Vous avez même, Monsieur Oppenheimer, reculé sur la même pente de 1945 à 1949. Votre travail a contribué puissamment à la construction de la bombe « H », plus terrifiante que la bombe « A ». Votre timide opposition de 1945 se trouvait alors sans lendemain. Mieux, l'individu Nixon, politicien trop connu comme ceux de sa race, volait à votre secours en disant de vous « un Américain tout à fait

loyal auquel le peuple américain doit une grande dette de gratitude ». Vous étiez bien leur Dr. Oppenheimer !

Dr. Oppenheimer vos regrets tardifs vous sont aujourd'hui reprochés par le monde que vous avez créé par vos travaux : l'esprit de l'hystérie atomique dans le cadre d'une société capitaliste.

Dr. Oppenheimer, vous vous complaisez dans la littérature, laquelle ? Renan, cet écrivain humain et de la science du siècle dernier, l'avez-vous lu ? Renan qui dénonçait l'obscurantisme, l'exploitation humaine et la religion, faisait de la science l'élément moteur de la libération du monde des travailleurs, face aux bulles papales dénonçant les recherches scientifiques.

Au diable le crétinisme nuancé du Vatican dénonçant le rôle néfaste de la science — qui est lumineuse — devant être, à leur avis, subordonnée à la religion, qui est obscurantisme et ne peut survivre que dans la société de classes.

Dr. Oppenheimer, vous êtes lié au monde de l'infamie et de la honte ; leurs exécutants veulent que vous reniez toute pensée humaine, toute conscience. Vos regrets tardifs qui auraient pu nous inciter à vous ranger dans la catégorie des « pauvres types » dangereux, criminels de guerre inconscients.

Mac Carthy dénonce, pour des buts qui lui sont propres, les « intellectuels au crâne en forme d'œuf ». Cette formule reflète toute l'indifférence, le silence que les savants et intellectuels américains ont opposé au fascisme, conséquence inéluctable dans le maintien de la société capitaliste dans sa crise finale.

Seules quelques voix ont fait entendre la pensée et la raison humaines : Richard Wright dans une Lettre aux intellectuels américains (Lib. 1952).

La Fédération Communiste Libertaire appelle les intellectuels et savants du monde entier à faire entendre leur voix, et ceci ne saurait être efficace qu'en rejoignant leurs camarades, les travailleurs, sur le terrain de la lutte de classe : par la presse, la radio, les meetings, il faut dénoncer l'arbitraire.

Il s'agit d'élargir, de dépasser la courageuse attitude de protestation d'Einstein lançant un appel pour la désobéissance passive aux personnes convoquées par les enquêteurs.

Il n'y a pas d'autre solution au dilemme impérialiste guerre, que révolution et paix socialiste.

La coexistence pacifique du bloc capitaliste de l'impérialisme américain et du bloc Est avec son capitalisme d'Etat russe, est un leurre. L'action internationale du prolétariat peut seule sauver l'humanité.

Nos meetings

FRONT POPULAIRE OU FRONT OUVRIER ?

TOULOUSE :

Le vendredi 23 avril, à 21 h.

Salle du Sénéchal
17, rue Rémusat

L'INDOCHINE

(Suite de la première page)

peuples russe et des démocraties populaires. Quant au problème indochinois, comme l'intitulent les diplomates, les bureaucrates russes à la Conférence de Genève vont, au même titre que les dirigeants des Etats bourgeois, s'en servir comme moyens de chantage. La lutte de classes ne se fait pas dans les conférences, en tête à tête avec les représentants de la bourgeoisie mondiale. Ce n'est que par l'appel à la solidarité internationale, faisant abstraction de tous les nationalismes, que doit s'effectuer le soutien du peuple indochinois. Réveillez chez le prolétariat mondial le sens de l'internationalisme prolétarien, et non pas, comme le font les partis staliniens en Europe, en s'alliant et en épousant les arguments de la bourgeoisie libérale, qui réclame la trêve en Indochine parce qu'il tombe là-bas des soldats français. Non, le Vietnam aurait plutôt droit deux fois à notre reconnaissance, en exterminant là-bas ceux qui seront demain, ici, les troupes de choc du fascisme.

Les mercenaires d'Indochine re-

mercient les U.S.A. pour les bombardiers B-26 qui leur ont été livrés. Ils réclament des bombardiers B-29, plus modernes, et des journalistes américains demandent dans le même temps combien de pilotes américains participent au ravitaillement des forces françaises d'Indochine.

Mais les combattants du Vietnam, écrasés par les bombardiers américains, doivent bien se demander, eux, où sont passés les Migs 15 russes, qui inquiétaient l'aviation américaine dans le ciel de Corée. Le jeu des bureaucrates du Kremlin paraît assez clair en Indochine. Ils se contentent de fournir à Ho-Chi-Minh le matériel strictement nécessaire pour tenir en échec le corps expéditionnaire, en se gardant bien, pendant les grandes offensives du Vietnam en pays thaï ou dans le delta, de fournir les armes lourdes et la D.C.A., qui auraient permis aux combattants vietminh d'enlever la décision, sans se faire massacrer inutilement par l'aviation.

Quant à Dien-Bien-Phu, tous les stratèges militaires sont d'accord pour reconnaître qu'avec un léger

soutien d'aviation, les vagues d'assaut du Vietnam auraient déjà conquis le camp retranché, faisant l'économie de milliers de combattants. Et que l'on ne vienne pas nous dire que Moscou a voulu éviter l'intervention américaine, puisqu'ils dénoncent, eux, les staliniens, l'intervention flagrante des U.S.A. et qu'il apparaît que, chaque jour qui passe, conduit vers l'intervention directe des troupes de l'U.S. Army. Ainsi, à Genève, les sacrifices des combattants du Vietnam ne serviront que de marchandages aux diplomates soviétiques, soit pour marchander l'entrée de la Chine à l'O.N.U., ou pour lever définitivement l'embargo sur le commerce Est-Ouest, soit encore pour un compromis sur les questions allemandes ou autrichiennes. Est-ce à dire qu'un seul accord sur un de ces points peut sortir de Genève, rien n'est moins sûr. Genève peut se terminer négativement, de la même façon que la Conférence de Berlin.

Faute d'une solidarité effective du prolétariat international, trahi à la fois par la bureaucratie du Kremlin et par l'Internationale de la social-démocratie soutenant les mercenaires d'Indochine, le peuple indochinois risque de subir le sort des partisans de Markos, en Grèce. Mais l'histoire les jugera.

Soyons sûrs qu'il existe dans le camp d'Ho-Chi-Minh des révolutionnaires, qui feront après la guerre le bilan de ces trahisons, et ce jour-là le peuple indochinois saura où se trouvaient les révolutionnaires sincères et désintéressés qui les ont soutenus.

JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

CAMARADES JEUNES

La Commission « Jeunes » de la F.C.L. entreprend la publication mensuelle d'un bulletin-journal « Jeune révolutionnaire » traitant spécialement des problèmes de la jeunesse et s'adressant particulièrement aux jeunes.

Si vous pensez pouvoir le diffuser autour de vous, adressez immédiatement vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy (vous réglerez après la vente).

Abonnements : 1 an, 200 fr. ; 6 mois, 100 fr.

EN AVANT, POUR LANCER
« JEUNE REVOLUTIONNAIRE » !!

Chez les autres

M. Jean Médecin, député-maire de Nice est ce monsieur distingué qui fit déjà rigoler les gens en posant sa candidature lors du mémorable marathon de Versailles.

Il vient de se signaler, à nouveau, à l'attention du public. N'ayant pu régenter les Français, M. Médecin se console en sergentant la moralité de ses administrés.

A Versailles, M. Médecin n'était que ridicule, en interdisant trois films dans sa seigneurie de Nice, M. Morticole devient odieux.

Bien entendu, M. Guérissier comment ses hypocrites attentats à la pudeur sous le couvert de la Fédération des associations familiales et de la Ligue des familles nombreuses ou de je ne sais quel autre groupement de lapistes mendigoteurs, car comme le dit « Franc-Tireur » : « on trouve toujours des père-la-pudeur pour parler au nom de leurs petits-enfants ».

Ce qu'on aimerait savoir de ces membres d'associations de cu-culs bêtards, c'est s'il les ont fait avec des goupillons leurs petits enfants ?

Et même, si ces membres — y compris M. Charlatan — rechargent, à présent, à l'eau bénite, est-ce une raison, on vous le demande, pour emmerder pareillement les gens normaux ?

COMBAT DU 31 MARS 1954

A propos du jugement des deux jeunes qui avaient décapité les statues du monument de St-Cyr (et qui ont été condamnés à 10 mois de prison avec sursis) :

« Les deux inculpés ne peuvent fournir d'explication sur leur geste stupide. Ils n'avaient aucun but politique ni, encore moins, antimilitariste. »

« Ce sont des jeunes gens d'honorables familles de commerçants établis actuellement à Bourges et à Pithiviers. »

Sans commentaires !... mais dommage !

R. CAVAN.

HISTOIRE ET DOCTRINE

1^{er} MAI de lutte de classes, 1^{er} MAI révolutionnaires

HISTORIQUE DU PREMIER MAI

La limitation du temps de travail et plus précisément la journée de 8 heures et le principe des trois huit — huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de repos — sont à l'origine de la démonstration du 1^{er} mai, sous sa forme nationale d'abord, puis sous sa forme internationale.

Une loi fédérale instituait les huit heures (1868), sous une forme donc légale; en fait la journée de travail restait de onze et douze heures.

Premier Mai 1886

L'agitation en faveur des 8 heures qui couvait, depuis de longues années, prit un tour décisif en 1886. Il y eut quelque 340.000 grévistes (New-York, Pittsburg, Saint-Louis...) sur le mot d'ordre uniforme : « A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 heures par jour ! »

Huit heures de travail !
Huit heures de repos !
Huit heures d'éducation !

Les 3 et 4 Mai

A Chicago où les conditions de travail étaient encore plus misérables qu'ailleurs, une bombe éclata dans les rangs de la police, lors d'une manifestation de masses. Les policiers ouvrirent un feu violent sur la foule. La provocation policière visait et réussit à inculper quatre innocents, quatre militants anarchistes intégrés : Lingg, Paisons, Spies, Fischer, Engel.

Un flot grondant de protestations monta du monde des travailleurs, de l'Amérique à l'Europe. Mais en vain; la justice bourgeoise poursuivait son but :

« On les pendra quand même. Ce sont des hommes trop dévoués, trop intelligents, trop dangereux pour nos privilèges ». Ils furent pendus, mais leur souvenir toujours dans le cœur des militants ouvriers : ce sont les martyrs de Chicago.

L'American Federation of Labor décida de faire du 1^{er} mai, la journée revendicative pour les huit heures. La II^e Internationale, au Congrès de 1889, lance officiellement le 1^{er} mai international des travailleurs. Quelques 1^{er} mai qui font date dans le mouvement ouvrier.

Premier Mai 1890

Les anarchistes sont à l'avant-garde du 1^{er} mai revendicatif. « Ce n'est pas une manifestation pacifique que nous voulons ; il faut que ce grand mouvement porte pro-

fit ; il faut qu'il en sorte l'idée d'une grève générale pour aboutir à la journée de huit heures, en attendant mieux. N'allons pas voir les députés ; c'est inutile ; ils ne feront jamais rien pour nous ! »

Le Gouvernement qui veut prévenir toute agitation arrêta les principaux leaders anarchistes (Sébastien Faure, Louise Michel, Merlino, etc.). Manifestation de masse ; 300 arrestations à Paris où la troupe est armée ; en province, grèves et manifestations, en particulier, à Vienne (Isère). Démonstration ouvrière en Allemagne (Berlin, Hambourg), Autriche-Hongrie, en Scandinavie, et autres pays industrialisés d'Europe.

Premier Mai 1891 : Fourmies

Cette année-là, échauffourée de Clichy ; à Fourmies centre textile du Nord, le 1^{er} mai printanier, dans l'allégresse et dans la force ouvrière, est noyé dans le sang : sans sommation la troupe a tiré sur la foule. Protestation et colère secouent le monde des travailleurs en France, font suite à l'émotion et la consternation produites par cette ignoble tuerie...

Les victimes sont enterrées suivies par 30.000 personnes, drapeaux rouges déployés.

Premier Mai 1892

Il se fit sous le signe de la décision du Congrès International de Bruxelles.

« Afin de conserver au 1^{er} mai son véritable caractère économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes ;

Décide :

Qu'il y ait lieu d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays,

Que cette démonstration aura lieu le 1^{er} mai ;

Recommande le chômage partout où cela n'est pas impossible.

En France, ce 1^{er} mai 1892 fut terné, sans éclat, les partis de « gauche » ayant accordé la priorité à l'action électorale...

Dans le monde la manifestation ouvrière marque une phase ascendante : à Londres (Hyde Park) 1/2 million d'assistants au meeting ; à Chicago, drapeaux rouges ; au Brésil, grand meeting ; en Suisse, en Allemagne, dans les Balkans, mais surtout mentionnons spécialement le 1^{er} mai de Lodz (Pologne russe), qui se termina d'une façon tragique, malgré les déclarations et intentions pacifiques des ouvriers. Un tract imprimé clandestinement, disait :

« Nous demandons à ne travailler que huit heures, afin de nous protéger nous-mêmes contre le chômage, d'avoir du temps pour nous instruire et nous reposer et de permettre à plus de bras d'être employés.

Nous demandons une augmentation de salaire pour arracher nos enfants à la misère et à l'épuisement prématuré de leurs forces et pour que nos filles ne soient plus placées dans l'horrible alternative de se vendre ou de mourir de faim.

« Nous demandons la liberté politique. A bas le cruel despotisme du Tsar qui tue les meilleurs et les plus nobles de nos champions ! Nous voulons nous gouverner nous-mêmes ».

Le 2 mai, la grève se déclencha pour la réduction de la journée de travail à 10 heures et pour le relè-

vement des salaires. Le 5, elle devenait générale (100.000 grévistes).

Les cosaques furent envoyés. Répression. Arrestations, expulsions et déportation d'ouvriers. Le 7 le travail dut être repris sous la pression des baïonnettes.

Ce 1^{er} mai marquait, symbolisait, la montée irrésistible du prolétariat, communiant en une unité d'action, en une fraternité internationale toujours plus accentuée.

Après le 1^{er} mai 1893, d'importance également, dix années ternes suivirent (1894 à 1904), seulement marquées de-ci de-là dans le monde, isolément, par la ferveur d'antan. L'histoire politique et sociale qui se déroule sur un terrain économique, est faite par des hommes, qui peuvent n'avoir point conscience des possibilités de l'heure et dont les formes d'organisation comme les moyens d'action, malgré leur développement, peuvent être en retard sur l'évolution des choses.

Le 1^{er} mai avait perdu l'attrait de la nouveauté. D'autre part, Engels rejoignant les anarchistes, reconnaît que les élections, en polarisant et en modérant l'action socialiste, ont éclipsé, bien des fois et émaculé le 1^{er} mai. Mais surtout du fait que les organisations socialistes concevaient mal opposition parlementaire et lutte de classe.

Premier Mai 1906

Il faut attendre jusqu'à 1904 où sous l'impulsion de Pouget de la C. G. T., le Congrès à Bourges reprend le mot d'ordre « de la journée de huit heures » et d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que :

Le 1^{er} mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures.

Et ce 1^{er} mai 1906 vit effectivement, la classe ouvrière renouer avec les 1^{er} mai traditionnels. Manifestation de masse. Poussée gréviste avant même la date revendicative.

Les ouvriers agricoles de la Brie, du Valois et du Soissonnais, prirent part à la grève, lors de la moisson.

La classe ouvrière reprend conscience de sa force, et arrache au patronat, la conquête du repos hebdomadaire.

Le Gouvernement amené à envisager la réduction à dix heures, la durée légale de la journée de travail. Et dans nombre de corporations, la journée entre huit et dix heures fut gagnée.

Le Premier Mai 1917 en Russie

Ce 1^{er} mai fut dominé par le formidable coup de tonnerre de la Révolution russe survenue en février. A Saint-Petersbourg, il y eut, cette année-là, un 1^{er} mai présentant une pareille vie, un pareil enthousiasme, une pareille spontanéité avec un concours général, franc, naïf de la po-

Recherches de Livres

Nous recherchons : « L'Internationale-Document et souvenirs » (4 volumes, éditions Stock) et les « Œuvres » de Bakounine (6 volumes, éditions Stock).

« L'Internationale » de J. Guillaume nous intéresserait même prêtée pour une durée de 1 mois. Faire offres à : Bibliothèque 2^e Région, 145, Quai de Valmy, Paris-10^e.

pulation, qui depuis n'est plus qu'un souvenir : l'étrangement de la Révolution russe en un capitalisme d'Etat, avec un contenu idéologique fasciste (par une contrefaçon de l'idéologie marxiste-léniniste en U.R.S.S.), a donné naissance aux 1^{er} mai militaires identiques aux 1^{er} mai du régime nazi.

Premier Mai 1919

En France : Légalisation de la journée de huit heures. Chômage; manifestation de masse; drapeaux rouges; la révolution russe fait vibrer les cœurs.

Premier Mai 1934

Le coup de force de février 1934, révéla les travailleurs français de leur torpeur, et le 1^{er} mai 1934, suite à la grève générale de février, marque un redressement.

Premier Mai 1945

Le Gouvernement exige que toutes les administrations travaillent et la C. G. T. soucieuse « de ne pas ralentir l'effort de guerre » appuie cette prescription.

Il y eut pourtant chômage et 1.200.000 à 1.500.000 participants manifestèrent la présence de la classe ouvrière. Malgré le manque de volonté de combat explicable par la croyance en la Libération, qui se trouvait cachée au milieu des cérémonies officielles, des chants et des discours patriotiques. Cependant les ouvriers lyonnais n'allaient pas tarder à passer à l'action par la grève générale (16 mai) et de violentes manifestations se déroulèrent devant la Préfecture avec, cette fois, un seul drapeau, le drapeau rouge et un seul chant, l'Internationale.

*

La législation du chômage pour le 1^{er} mai, par Pétain (précédé par Mussolini et Hitler), la bureaucratisation des directions syndicales, la politique de collaboration de classe des partis dits de gauche (S.F.I.O.-P.C.F.), qui, a amené provisoirement la division, la scission du prolétariat révolutionnaire — ont provoqué une nouvelle régression de la journée du Travail. Elle est noyée dans les mascarades, les défilés militaires ou paramilitaires, les slogans et les pan-neaux réclames, les fêtes du muguet et les messes du travail !

Le 1^{er} mai, qui pendait plus de 60 ans, a su résister à toutes les bourrasques et a su élargir considérablement le champ de son activité, saura se dépasser en se renouvelant.

La Fédération Communiste Libertaire par son programme ouvrier revendicatif immédiat et ses objectifs révolutionnaires, contribuera à redonner au 1^{er} mai son visage de lutte de classe. Les travailleurs dont nous ne sommes que l'avant-garde, peuvent seuls redonner l'élan nécessaire à la journée revendicative mondiale du 1^{er} mai.

Et terminons par l'appréciation portée par l'un de nos camarades l'anarchiste italien L. Bertoni, lors des années ternes en 1902 sur le 1^{er} mai : « Et comme, malgré les erreurs, les mensonges et les illusions, l'expérience finira par convaincre les ouvriers de tous les pays, nous saluons de aujourd'hui les luttes courageuses et victorieuses du prolétariat international contre le monde bourgeois. Le 1^{er} mai alors la fête joyeuse du travail émancipé, dans une société libre et heureuse ».

Nous reverrons des 1^{er} Mai de lutte

CETTE année encore, il n'y aura pas de 1^{er} mai. Nous voulons dire par là que nous subissons encore le poids de la fausse tradition qui s'est installée depuis la dernière guerre : le jour solennel de lutte ouvrière internationale s'est changé en une « Fête du Travail » officielle ayant perdu tout contenu prolétarien et internationaliste.

Sans doute, depuis 1886, tous les 1^{er} mai n'avaient-ils pas eu le même caractère de lutte violente. Les commémorations dans le calme avaient alterné avec les 1^{er} mai sanglants : Mais chaque année, la partie la plus consciente des travailleurs attendait ce jour avec espoir et ferveur : chômer et manifester le 1^{er} mai, c'était se désigner au patronat, c'était affronter les forces de répression, c'était se battre pour sa classe, avec tous les risques, en pleine conscience.

Pour la bourgeoisie, le 1^{er} mai, c'était l'avertissement, le congé signifié de se préparer à disparaître, c'était l'angoisse devant cette force prolétarienne énorme, aux déchaînements imprévisibles. La police et l'armée étaient mobilisées.

Encore avant cette dernière guerre, les 1^{er} mai n'avaient pas perdu toute leur signification : les travailleurs organisés se faisaient un devoir de faire pointer leur carte syndicale dans les permanences. Les espoirs vibraient encore. Les chants révolutionnaires — le 1^{er} mai a inspiré dans tous les pays un folklore révolutionnaire — résonnaient, rappelant les luttes héroïques, appelant aux combats à venir. Le réformisme n'avait pas achevé son œuvre de démoralisation, le stalinisme ne lui avait pas encore donné la main dans ce sens.

On peut dire que le dernier 1^{er} mai qui fut encore une démonstration ouvrière malgré l'invasion de la « Marseillaise », et des drapeaux tricolores, fut celui de 1945. Depuis les 1^{er} mai « mascarades » en l'honneur du mot d'ordre « Produire » puis de « l'Indépendance Nationale » laissent la classe ouvrière indifférente et la bourgeoisie parfaitement tranquille.

Cette année, ce sera un 1^{er} mai axé sur la lutte anti-C.E.D. à la manière stalinienne-bourgeoise, sous le signe de l'alliance Herriot - De Gaulle - Juin-Thorez.

Et pourtant nous conservons l'espoir de voir ressurgir le 1^{er} mai ouvrier, le 1^{er} mai révolutionnaire.

Parce que le trafic des institutions et des traditions ouvrières par les dirigeants « ouvriers » est devenu trop clair aux yeux du plus grand nombre et que les travailleurs se détournent et se dé-

tourneront de plus en plus de leurs chefs-traîtres.

Parce que nous rappellerons, sans nous lasser, que le 1^{er} mai « Fête du Travail » officielle est une institution fasciste : c'est Hitler, c'est Mussolini, c'est Franco qui les premiers en firent une fête d'Etat, lui étant tout caractère ouvrier. C'est Staline qui transforma en parades militaires les 1^{er} mai de la Révolution Russe. C'est Pétain qui en fit en France une Fête chômée légale. Et les gouvernements de la « Libération », socialistes et stalinien en tête reprirent l'institution fasciste de Pétain. Il s'agissait pour tous de tenter de domestiquer les travailleurs, de leur faire oublier leurs traditions les plus chères, de leur faire prendre l'habitude des manifestations sans portée, sur ordre, dans « le calme et la dignité » comme ils disent. Ils ont réussi en partie : trop de travailleurs ont oublié les martyrs de Chicago et les fusillades de Fourmies, trop d'entre eux ne voient plus dans le 1^{er} mai que le jour de congé, le jour du muguet. Mais la classe ouvrière se tournant de nouveau vers ses vrais défenseurs, les traditions ouvrières authentiques reprendront et nous y travaillons à chaque instant.

Parce que la lutte de classes reprend aujourd'hui toute sa puissance, parce que la conscience ouvrière renaît, au fur à mesure que se développe un profond mouvement de revendications s'appuyant sur la volonté d'union, de grève générale. Et l'on sait que le « 1^{er} mai » eut d'autant plus de retentissement qu'il était lié à une lutte de toute la classe ouvrière, et de la classe ouvrière internationale. Les 1^{er} mai d'autrefois furent l'expression du combat pour les huit heures. Le 1^{er} mai ressurgira dans la mesure où de nouveau il exprimera les aspirations réelles des travailleurs.

Notre tâche aujourd'hui : le travail patient, acharné, avec la certitude invincible de la victoire.

Documents

Une militante révolutionnaire de la II^e Internationale :

Clara ZETKIN ET LE 1^{er} MAI

Le Prolétariat au Capitalisme : Je demande un acompte sur ta dette, une garantie de mon entière émancipation, que je vais t'arracher un jour. Je demande la journée de huit heures... afin que les ouvriers et leurs sœurs de peine et de misère puissent s'éclair-

rer et s'organiser, afin que leur regard devienne clairvoyant, leur pensée affranchie et audacieuse, leur cœur enthousiaste et prêt aux sacrifices pour la lutte d'émancipation...

Je demande davantage : une législation protectrice du travail efficace; je revendique toutes les réformes économiques et politiques qui sont aptes à améliorer ma situation, à alléger le poids de mes chaînes, à agrandir et assurer ma puissance. Mais je ne demande pas uniquement ces réformes dans le but d'améliorer ma misère d'aujourd'hui. Je les demande aussi, et surtout, pour rendre plus énergique, plus efficace ma lutte de classes pour la conquête de demain. Car je ne peux désarmer avant que l'ordre capitaliste ne soit terrassé.

Fête du Travail

Manifestation Internationale du 1^{er} Mai

Pour la journée de huit heures et une législation protectrice du travail aboutissant, avec la journée de huit heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des enfants et des femmes, au repos d'un jour par semaine et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.

La manifestation du 1^{er} Mai a été votée par le Congrès ouvrier international socialiste de Paris, en 1889, en faveur de la

JOURNÉE DE HUIT HEURES.

Le gérant : Robert JOULIN.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2^e.

La LIBRAIRIE SOCIALE VOUS PRÉSENTE et VOUS RECOMMANDE

GREVE CHEZ LA GENERAL MOTORS d'Henry Krauss
1 volume 600 »
Franco 645 »

L'ouvrage d'Henry Krauss est le seul témoignage direct sur les formidables grèves qui paralysèrent la General Motors en Janvier-Février 1937.

Un bouquin formidable qui vous fera vivre la lutte que MAMAN JONES mena, pendant un demi-siècle à côté des ouvriers Américains. Un demi-siècle, des pendaisons de Haymarket au carnage de Ludlow, MAMAN JONES est toujours là.

MAMAN JONES Traduit de Colette Audry
1 volume 510 »
Franco 555 »

MISERE DU MATIN d'André Vers
1 volume 600 fr.
Franco 645 fr.
Ecrit par un « Prolo » pour les « Prolos »

LA TRILOGIE DES CÉLÈBRES FILMS DE CAYATTE

JUSTICE EST FAITE de Jean Meckert
1 volume 475 fr.
Franco 520 fr.

NOUS SOMMES TOUS DES ASSASSINS de Jean Meckert
1 volume 475 fr.
Franco 520 fr.

AVANT LE DELUGE de François Chalais
1 volume 450 fr.
Franco 495 fr.

LES ENFANTS DE GUERNICA de Herman Kesten
1 volume 440 fr.
Franco 485 fr.
Préface de Thomas Mann

COLLECTION « SPARTACUS »		Prix	Franco
ROSA LUXEMBOURG			
La Révolution Russe	40	50	
Marxisme contre dictature	40	50	
Réforme ou Révolution	40	50	
Grève générale Parti ou Syndicat	40	50	
BERTHE FOUCHERES			
La vie héroïque de R. Luxembourg — Suivi de lettres	40	50	
JEAN-JACQUES			
Vie et mort des corporations	125	155	
MARX-ENGELS			
Critique du programme de Gotha	100	130	
DWIGHT-MACDONALD			
Partir de l'homme	150	180	

HISTOIRE DU 1^{er} MAI de Maurice Dommanget
1 volume 750 fr.
Franco 785 fr.
L'origine et l'histoire du 1^{er} Mai

COLLECTION « SPARTACUS »		Prix	Franco
ZARAMBA			
La Commune de Varsovie	40	50	
PRUDHOMMEAUX			
La Commune de Berlin	150	180	
IDA-MET			
La Commune de Kronstadt	100	130	
M. DOMMANGET			
Jacques Roux, le Curé Rouge	100	130	
Révolution et drapeau rouge en 1848	100	130	
La Commune et les Communards	25	35	
V. SERGE			
Les 16 fusillés de Moscou	50	60	
Le Nouvel Impérialisme Russe	40	50	
LENINE			
Le Testament de Lénine	15	25	

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

LES LUTTES OUVRIÈRES

La grève de 24 heures dans une impasse ?

F. O. vient d'opposer son refus formel à participer aux côtés de la C.G.T. à la grève générale du 28 avril. Ceci enlève automatiquement le caractère d'une action généralisée de cette journée.

Les raisons de F.O. trop bien connues, sa haine du communisme et la décision qui l'a confirmée lors de son dernier Congrès : Pas d'alliance sous quelque forme que ce soit avec la C.G.T., ne serviront nullement la Centrale jaune, mais apporteront inévitablement de l'eau au moulin du « frachonisme ». Quel beau jeu, quelle belle aubaine pour les stipendiés de Malenkov.

F.O. pourra toujours prendre des airs de grands sérieux, de fins psychologues, elle n'en continuera pas moins à être vue et considérée par les militants syndicalistes et révolutionnaires, comme le bastion de protection du capitalisme.

Le bureau confédéral F.O. et sa C. A. ne pouvaient donc avoir d'autre attitude en face d'un mouvement généralisé.

Cette décision pèsera malgré tout dans la balance et sera l'élément dissolvant dans l'action envisagée, et ce, malgré que tous les syndiqués à la base ne suivent pas aveuglément leurs bonzes.

Une certaine fraction de cette Centrale obéira aux ordres et feront ainsi le jeu du gouvernement et du patronat opposés tout deux à une revalorisation des salaires.

Mais la décision de F. O. de saboter cette grève ne satisfait pas seulement le gouvernement et le patronat, mais, dans une forte proportion le bureau confédéral C. G. T.

Nous disions dans l'éditorial de notre page ouvrière, paru dans le précédent numéro, que les délégués des Fédérations cégétistes présents au dernier C. C. N., n'étaient pas tout feu tout flamme pour cette grève de 24 heures. Le fait s'est confirmé, et les informations que nous avons recueillies auprès de délégués de ce C. C. N. nous indiquent que plusieurs Fédérations d'industries importantes, n'étaient nullement décidées à cette journée et ce n'est que par un tour de passe-passe et au nom de la « sainte » unité que l'on s'est résigné à l'acceptation. A ce C. C. N., il y a eu du bruit dans « Le Landerneau ». C'est à croire que les remous de la base commencent à inquiéter les bonzes fédéraux, et que l'action pour l'action, on n'en veut plus, et qu'il y a des sinécures que l'on voudrait bien garder le plus longtemps possible, en se réservant des portes de secours du côté du prolétariat.

Prochain numéro
du
libertaire
le
6 MAI 1954

Revue de la Presse ouvrière

La préparation de la grève de 24 heures, le 28 avril, se fait sans bruit, comme si, ces messieurs des bureaux confédéraux, craignaient de déclencher le mécanisme de combat des masses ouvrières et de mécontenter le gouvernement et ses acolytes capitalistes.

Le Peuple du 15 avril, écrit :
« Les appels de la C.G.T. à l'occasion de la grève du 28 avril. Leurs objectifs sont uniquement d'obtenir :

1° Aucun salaire inférieur à 25.166 francs net par mois pour la durée légale du travail (quarante heures par semaine) et sans abattement de zone ;

2° La discussion et l'action d'augmentation des salaires et traitements, retraites et pensions ;

3° L'augmentation de toutes les allocations familiales ».

Et encore :

« L'augmentation du salaire minimum garanti et l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions, retraites, allocations familiales, ne peuvent être :

1° Qu'une réduction des profits abusifs, des grands capitalistes. Elles sont aussi un remède au marasme et constituent un facteur d'expansion économique plus sérieux que les plans du gouvernement.

Replâtrer, colmater, les fissures qui lézardent l'ordre capitaliste, voilà ce que clament les dirigeants cégétistes, fait chorus la C.F.T.C. contraindre de coller à la grève de

si l'on est assez adroit pour se garder sur ses arrières.

Ceci laisse augurer une purge assez importante dans nombre de fédérations et syndicats d'ici quelque temps.

Les perspectives du succès de cette grève générale du 28 avril, s'amenuisent s'assombrissent.

Nous devons donc poser cette question : La grève pour le 28 avril aura-t-elle lieu ? Nous ne sommes pas ici pour jouer les prophètes et la réponse viendra du prolétariat, lui-même.

Quelle que soit la date de cette action, elle est inévitable, une action d'envergure se mûrit, se prépare au cœur même de la classe ouvrière. Le combat s'engagera avec des buts précis, clairs. La poussée révolutionnaire abolira toutes les inégalités économiques. Le prolétariat exigera son droit à la vie. Août 1953, a été le prologue de la prochaine action, du prochain combat de la classe ouvrière contre ses exploités et ses endormeurs. Juin 1936 sera dépassé !

LIB.

CETTE GRÈVE DE 24 HEURES n'est pas dictée par la base

La grève de 24 heures pour le 28 avril décidée par le C.C.N. de la C.G.T., à laquelle s'est rallié la semaine dernière le bureau confédéral de la C.F.T.C. n'est pas minutieusement préparée.

Ce ne sont point les ordres du jour flamboyants pas plus que les appels pathétiques des bureaux syndicaux qui nous départiront de voir les faits tels qu'ils sont.

Nous devons à nos camarades travailleurs la vérité la plus totale, et qui se permet une démagogie à l'heure actuelle travaille à contresens.

Dire, affirmer, user, abuser de l'indifférence ouvrière, c'est commettre une ineptie et surtout méconnaître la mentalité ouvrière. C'est agir et penser dans la surface restreinte d'un bureau syndical.

Où ou non, la volonté ouvrière s'est-elle exprimée pour une grève de 24 heures ? A-t-elle fixé la limitation de la grève et ses objectifs ? A 95 %, nous pouvons écrire que les travailleurs n'ont pas été consultés.

Et ici nous faisons appel à l'ensemble des travailleurs de quelque corporation que ce soit. Combien d'assemblées générales ont été tenues et qui ont discuté, envisagé une grève générale de 24 heures, pour des buts aussi limités qui nous sont proposés ? La décision du C.C.N. de la C.G.T. a été mijotée dans les sphères directrices des Fédérations et au Bureau confédéral.

L'enthousiasme que l'on recherche, que l'on préfère, est diminué de sa substance virile, car ce qui est proposé aux travailleurs ne correspond pas à ses aspirations réelles.

Les mannequins, les pantins du P.C.F. qui président aux destinées né-

CONTRE LA PRÉPARATION A LA GUERRE CONTRE LA MISÈRE

1^{er} Mai revendicatif

La naissance de l'industrie a bouleversé les notions de temps, de distance, de rapport, d'existence, et un brassage gigantesque d'idées et d'échange de matières et de machines ont fait place depuis un siècle à la lente évolution de la société humaine.

L'époque libérale se signale par le développement à outrance des marchés coloniaux, des moyens de production et de la lutte de classe qui malgré le premier cataclysme guerrier de 1914, provoque la Révolution d'octobre 1917 ; confiné à un pays agraire, un féodal, la Révolution russe échoue et le fascisme s'installe grâce surtout à la passivité et la faiblesse, au réformisme, des partis « ouvriers », et des syndicats européens et au recul général du prolétariat mondial.

Malgré le sursaut espagnol en 1936, la guerre impérialiste éclate et sur les ruines fumantes s'affrontent rapidement impérialistes Russes et Américains.

Mais la conscience des masses s'est accentuée dans le monde entier : les peuples coloniaux luttent, sous une forme nationale pour leur indépendance, certains continents s'arrachent à l'impérialisme qui les maintenait en esclavage agraire (Amérique du Sud-Asie) et s'industrialisent.

La rarefaction des débouchés amène les états capitalistes à des crises plus aiguës, plus rapprochées et les oblige à recourir à une idéologie (fascisme) et pis-aller (guerre), pour maintenir leurs privilèges de classe soumis de plus en plus à des contradictions phénoménales.

Crise économique latente aux U. S.A., ralentie par le boom de la guerre de Corée (1950) ; ensemble catastrophique de l'économie capitaliste européenne incapable de se renouveler pour survivre (sauf l'Allemagne pour l'instant).

La classe ouvrière européenne dans la course au réarmement à la super-industrialisation (Est) que leur impose les deux blocs, réagit vigoureusement : en juin, la bureaucratie du Kremlin a supporté le souffle de l'émeute jusque chez elle (Odessa-Verkutta) qui s'était allumée en Tchécoslovaquie et passant en Allemagne s'était propagée rapidement. Au mois d'août 1953, la classe ou-

vière française montre aux travailleurs du monde entier qu'elle a repris sa place à l'avant-garde dans la lutte exploités contre exploités.

Seule l'absence et la faiblesse des minorités révolutionnaires n'a pas permis d'étendre, d'appuyer les mouvements de masses de juin et d'août 1953.

Seule la Fédération Communiste Libertaire, en France, préconise la grève générale, avec un programme revendicatif ouvrier et les moyens d'organisation qui doivent désormais submerger les directions confédérales syndicales pour triompher.

Seule la lutte de classe qui doit aller en s'accroissant, peut faire recu-

ler et anéantir le fascisme, et la misère du système capitaliste.

Seule l'action internationale du prolétariat peut anéantir à jamais tout danger de guerre et instaurer le règne de la vraie justice sociale.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, doit être muselé et expulsé à jamais.

Les travailleurs conscients de leurs responsabilités doivent rejoindre la F. C. L. et exiger

« De la grève de 24 heures, à la grève générale ».

« Du premier mai publicitaire, au 1^{er} mai revendicatif ».

Alice THEVENON.

Salaire minimum de 25.166 frs ou programme ouvrier ?

La Commission supérieure des conventions collectives a déterminé à sa façon la fixation d'un salaire minimum garanti ; cette décision, acceptée par l'ensemble des syndicats est, clame-t-on dans les hautes sphères confédérales, le mot d'ordre devant rallier la classe ouvrière grâce à ce programme commun, et en particulier, lors de la grève de 24 heures du 28 avril.

1° Obtenir du gouvernement la fixation du salaire minimum garanti à 25.166 fr. net, pour 173 heures de travail, et la suppression des abatte-

ments de zone, ceci pour toutes les corporations.

2° Le soutien des revendications d'augmentations de salaires et traitements formulées par les fédérations d'industries.

ceci ne peut être que le fruit d'une grève victorieuse. Il en va de même du mois de congés payés et de la même retraite décente et pour tous.

7° Respect réel des droits syndicaux et politiques en France et aux colonies.

Le programme ouvrier de la F.C.L.

- 1° UNE AUGMENTATION DE 10.000 FRANCS PAR MOIS.
- 2° LES 40 HEURES PAYEES 48.
- 3° LA SUPPRESSION DEFINITIVE DES ABATTEMENTS DE ZONE.
- 4° 1 MOIS DE VACANCES PAYEES POUR TOUS.
- 5° LE PAIEMENT DES JOURNEES DE GREVE ET DES FETES LEGALES CHOMEES.
- 6° LA MEME RETRAITE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS PRIVES OU D'ETAT ET A LA CHARGE DU PATRONAT ET DE L'ETAT.
- 7° RESPECT REEL DES DROITS SYNDICAUX ET POLITIQUES EN FRANCE ET AUX COLONIES.
- 8° RETRAIT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE D'INDOCHINE.
- 9° ARRET DES MENEES ET REPRESSIONS COLONIALISTES ET INDEPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX.

3° L'augmentation des allocations familiales.

Pareil programme, dont le ridicule et la médiocrité sont reconnus par les dirigeants syndicaux eux-mêmes devant les assemblées de travailleurs (Frey, secrétaire de la Fédération nationale des Moyens de transport C.G.T., par exemple) ne se situe pas d'une façon compréhensible, réceptible par rapport aux masses.

Pour être entendu, il faut être au moins à un pas des travailleurs ; que le programme revendiqué reflète les besoins, les aspirations et l'intérêt commun, susceptibles de souder, mobiliser pour l'action et dans l'action de la grève, l'ensemble des travailleurs.

Au-delà du mot d'ordre des 25.166 fr. !

« Pensez aux travailleurs qui ne touchent pas ce minimum », a claironné Frey devant une assemblée ouvrière. Mais des travailleurs « chauds » n'ont pas, dans les grands centres, à se battre pour les revendications des 25.000. Chez Renault, bastion de l'industrie (40.000 ouvriers) il n'y a pas de salaires au-dessous de 25.166 fr. !

Certes, il y a bien des salaires bien au-dessous des 25.166 fr., en province. Mais le nerf décisif de la lutte ouvrière, c'est les grands centres industriels. De plus, l'obtention des 25.166 fr. ne donnerait satisfaction qu'aux échelons supérieurs dans la hiérarchie, dans l'éventail des salaires. Le lampiste serait, une fois de plus... « Lampiste ».

Un programme qui reflète l'intérêt, les aspirations des travailleurs, c'est :

1° Augmentation uniforme de 10.000 francs pour les mensuels, 50 fr. de l'heure pour le personnel horaire.

Le principe d'augmentation uniforme est populaire chez les travailleurs. Elle profite à tous et rapproche le manoeuvre de l'ouvrier, l'ouvrier de l'employé qui, solidaires, retrouvent leur camaraderie de frères de classe.

2° Les 40 heures payées 48.

La diminution des heures de travail, dans le cadre de la société capitaliste, est un objectif immédiat et d'importance : plus de loisirs, moins d'abrutissement et de surmenage au travail ; donner du travail aux chômeurs.

3° La suppression définitive des abattements de zone.

La vie est aussi chère en province qu'à Paris. Il faut abattre ce féodalisme de la rémunération du salariat ; uniformiser, c'est mettre les travailleurs de province sur un même pied d'égalité de combat que les travailleurs des gros centres industriels. C'est renforcer, souder l'unité ouvrière sur un plan national dans la lutte commune, c'est donc nous rendre plus puissants et dangereux auprès du système capitaliste.

Il faut exiger l'adoption de cette mesure dans les cahiers de revendications, car malgré le mot d'ordre réclamé officiellement par les centrales syndicales dans les entreprises, on « omé » ou même les responsables syndicaux votent résolument contre.

4° Le paiement des journées de grève d'août et des fêtes légales chômées.

5° Un mois de congés payés pour tous.

6° La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat et à la charge du patronat et de l'Etat.

Le capitalisme ne subventionne pas

les grévistes ; même les semaines de grève d'août ont creusé un trou dans le revenu des salariés. Nous devons en exiger le paiement même avec le recul ;

Les impératifs de la lutte de classe et la solidarité des travailleurs du monde entier exigent que nous revendiquions également :

8° Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine.

9° Arrêt des menées et répressions colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.

Les communistes libertaires et leurs sympathisants doivent, dans les assemblées générales du personnel, dans les réunions des bureaux syndicaux ; par le tract et la parole, exposer, faire prévaloir dans l'esprit indiqué l'élargissement des cahiers de revendications.

Il faut la grève générale et son organisation par les comités d'actions largement ouverts à tous, par corporation, par localité, un comité central de grève par département avec, comme organe coordinateur au sommet un Comité national de grève.

La grève du 28 avril et la journée du 1^{er} Mai résonneront de l'exigence qu'attendent les travailleurs unis malgré les divisions créées par les bureaucraties syndicales.

Pour la grève générale avec un programme ouvrier.

Michel MULOT.

LES MUTUELLES D'ENTRAIDE AUX MUTUALISTES !

Syndicats et mutuelles d'entraide ont été colonisés par des « camérillas » d'arrivistes créant en leur sein des rapports artificiels mécaniques.

La Mutuelle Intersyndicale d'Entraide (M.I.E.) en est un exemple vivant. Créée en 1946 par des médecins, chirurgiens, spécialistes désireux d'élargir leur clientèle, la M.I.E. compte aujourd'hui près de 30.000 mutualistes.

Une Assemblée générale le 12 mars, après avoir ratifié la gestion du Conseil d'administration pour l'exercice 1953, a dû se prononcer sur un relèvement des cotisations provoqué par un relèvement du tarif de responsabilité des honoraires de ces messieurs de la Médecine (pas très à plaindre !), mesure réclamée par ces rapaces confondant mutuelle et caisse de secours.

Les statuts prévoient un délégué par cinq cents voix et en dessous, par entreprise. L'arbitraire, la dictature de la minorité sur la majorité joue à la faveur de ces dispositions de représentation antidémocratiques. L'augmentation a été votée par 36 voix contre 51. Le quorum requis par les statuts (84 voix) ayant été atteint, le projet a dû être adopté : 20 % d'augmentation sur les cotisations.

Les mutualistes de la M.I.E. doivent imposer une révision des statuts dans le sens d'une représentation ouvrière ; les délégués représentant les mutualistes, c'est le nombre de voix qu'apporte le mandat qui doit juger, décider de la décision finale, la minorité se ralliant donc à la majorité.

Les travailleurs doivent contrôler leur mutuelle, donc réviser les statuts, par des Assemblées générales et démocratiques.

DANS LE LIVRE

La défense du LABEL syndical

Un camarade typographe de Paris nous a transmis la résolution que nous insérons ci-dessous.

LE LIBERTAIRE ne pouvait faire autrement que de la publier, comptant parmi les camarades du Livre de nombreux amis et sympathisants.

Le manque de place nous oblige à reporter au prochain numéro l'article que nous avions consacré aux attaques pernicieuses de F.O. et de la C.F.T.C. contre le Label syndical, conquête ouvrière importante, sur le patronat imprimeur.

Les militants syndicalistes de la Fédération du Livre ne sont nullement disposés à se laisser déposséder et les squelettiques Fédérations F.O. et C.F.T.C. trouveront devant elles une force cohérente et invincible.

LA REDACTION.

RÉSOLUTION

Les délégués et metteurs en pages des journaux parisiens, réunis le 30 mars 1954 à la demande de nombreuses équipes afin de prendre position devant les menaces qui pèsent sur le contrôle syndical de l'embauchage dans les entreprises de presse.

PROTESTENT énergiquement contre les attaques déloyales de pseudo-fédérations syndicales sollicitant des pouvoirs publics et des partis dont elles dépendent l'appui sans lequel elles ne pourraient tenter de saper l'unité syndicale des typos-limos parisiens ;

RAPPELLENT que ces usages ont été maintenus — même par l'action durant l'occupation allemande ;

DENONCENT le danger que représentent ces attaques qui, sous prétexte de défense des « libertés syndicales », aboutiraient fatalement à porter atteinte aux conditions de travail de la presse, fruit de la seule action de la Chambre syndicale et de la Fédération du Livre ;

DEMANDENT aux militants responsables de mettre tout en œuvre pour faire échouer au vote par le Parlement d'une loi d'exception qui aboutirait à la suppression pure et simple de notre label, dont le principe fut importé d'Amérique, il y a plus d'un demi-siècle, par Auguste Keuler ;

INSISTENT pour que soient étudiées dès maintenant toutes mesures tendant à faire échouer à l'application de cette législation, prise avec la complicité de certains politiciens contre une organisation libre de toutes attaches politiques, philosophiques ou religieuses ;

Affirment leur fidélité à la Chambre Syndicale Typographique Parisienne et à la Fédération du Livre

Se déclarent prêts à suivre toutes directives d'action pour le maintien du contrôle de l'embauchage et le respect par les entreprises de presse de toutes les clauses actuelles du label fédéral.

Pierre STOCK.